

# DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

# DIUO

## UNIVERSITE DE TOULON - ESPACE DE VIE

Cs60584 Avenue de L Universite

83130 LA GARDE



DEKRA Industrial  
Bâtiment Les Pléiades  
417, Route de La Farlède  
83130 LA GARDE

Tél. 04.91.87.63.16

**Affaire n° : 54156405**

### Coordonneurs SPS

Conception : SEBASTIEN TOURNASSAT  
Réalisation : SEBASTIEN TOURNASSAT

### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
04/06/2024	A	Version initiale

*Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.*

## Sommaire

<b>Présentation du D.I.U.O. ....</b>	<b>3</b>
Description de l'opération .....	3
Contenu du DIUO .....	3
Limites .....	3
Conditions de transmission .....	3
<b>Liste des intervenants.....</b>	<b>4</b>
Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, Coordonnateur sps, ... ..	4
Entreprises ayant participé à la construction de l'ouvrage .....	5
<b>Phase conception de l'ouvrage .....</b>	<b>6</b>
Analyse des risques concernant les interventions ultérieures .....	6
<b>Phase réalisation de l'ouvrage.....</b>	<b>6</b>
Récapitulatif des bordereaux d'enregistrement des plans et notes techniques .....	6
Entreprises ayant remis les bordereaux des plans et notes techniques .....	7
Entreprises n'ayant pas remis les bordereaux des plans et notes techniques .....	7
Fiches d'interventions .....	8
Couverture .....	9
Façades .....	11
Nettoyage des surfaces vitrées .....	13
Faux-plafond et son plénum .....	15
Réseau de ventilation et de climatisation .....	17
Réseau électrique, armoires électrique, local TGBT, alarme incendie .....	19
Luminaires .....	21
Chassis de désenfumage .....	23
<b>Dossiers techniques .....</b>	<b>25</b>
Dossier technique « Amiante » .....	25
<b>Dossier de maintenance des lieux de travail.....</b>	<b>26</b>
<b>PV de transmission et de suivi de l'ouvrage .....</b>	<b>27</b>
Etat des transmissions ou affectations successives de l'ouvrage .....	27
P.V. de transmission du DIUO en fin de phase conception .....	28
P.V. de transmission du DIUO à l'achèvement de l'ouvrage .....	29



# Présentation du D.I.U.O.

## DESCRIPTION DE L'OPERATION

Le présent document traite des interventions ultérieures normalement prévisibles sur l'opération : « UNIVERSITE DE TOULON - ESPACE DE VIE » Cs60584 Avenue de L Université 83130 LA GARDE

## CONTENU DU DIUO

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage rassemble sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Il comporte, **pour tous les types d'opération de bâtiment**, les dispositions prises notamment (article R. 4211-3 du code du travail) :

- pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R. 4214-2 du code du travail ;
- pour l'accès en couverture et notamment : les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ; les possibilités de mise en place rapide de garde-corps rigides définitifs pour les interventions importantes ; les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
- pour faciliter l'entretien des façades et notamment les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, notamment pour : le ravalement des halls de grande hauteur ; les accès aux machineries d'ascenseurs ; les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire ;
- pour la localisation des espaces d'attente sécurisés au sens des articles R. 4216-2-1, R. 4216-2-2 et R. 4216-2-3, il précise les caractéristiques de ces espaces.

Ce dossier indique, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les installations sanitaires, les vestiaires collectifs et les locaux de restauration pouvant être mis à disposition du personnel des entreprises extérieures (en application de l'article R. 4513-8 du code du travail concernant les travaux effectués par une entreprise extérieure).

## LIMITES

Ce dossier ne concerne pas les risques induits par la destination, l'utilisation ou l'exploitation de l'ouvrage qui doivent cependant être intégrés à la conception (modes opératoires liés au process), ni de la prévention des risques liés à la définition des modes opératoires relevant de la seule autorité du chef d'établissement.

A titre d'exemple, il ne traite pas :

- de l'entretien des sols et opérations de nettoyage, à l'exception des surfaces vitrées ;
- des procédures de protection des biens ;
- des contrôles d'accès ;
- de l'entretien des process, outils, machines et appareillage ;
- des équipements complémentaires acquis par l'exploitant pour faciliter la vie de l'établissement.

Ce dossier n'est pas un guide réglementaire relatif à l'exploitation de l'ouvrage.

En cas de modifications ou de transformations après livraison de l'ouvrage, le dossier doit être mis à jour.

**Les mesures de prévention préconisées par le coordonnateur SPS lors de l'établissement du DIUO doivent servir de base de réflexion et être complétées par l'analyse des risques lors de l'élaboration de plans de prévention préalablement à l'intervention d'entreprises extérieures (EE) ou de consignes données à son propre personnel par le chef d'établissement.**

**Périodicité des interventions :** Les périodicités des interventions indiquées sur les fiches sont données à titre indicatif, elles seront susceptibles de varier en fonction de la vie de l'ouvrage. Certaines données sont extraites de l'ouvrage « *La maintenance des bâtiments* », de Jean-René Albano, publié aux Editions du Moniteur 2<sup>e</sup> édition 2005.

## CONDITIONS DE TRANSMISSION



**Par le coordonnateur SPS chargé de la phase conception de l'ouvrage au coordonnateur SPS chargé de la phase réalisation des travaux** (art. R. 4532-96 du code du travail) :

Le D.I.U.O. est constitué dès la phase Conception de l'ouvrage par le Coordonnateur qui en a la responsabilité et transmis au Coordonnateur chargé de la phase de réalisation des travaux lorsque celui-ci est différent : cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

**Par le coordonnateur SPS chargé de la phase réalisation au maître d'ouvrage** (art. R. 4532-97 du code du travail) :

Le D.I.U.O. sur l'ouvrage est remis au Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur en fonction lors de la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

**En cas de mutation de l'ouvrage** (art. R. 4532-97 du code du travail) :

Le D.I.U.O. est joint aux actes notariés établis à chaque mutation de l'ouvrage. Dans le cas d'une copropriété, un exemplaire du dossier est également remis au syndic de l'immeuble.

**Pour toute nouvelle opération** (art. R. 4532-98 du code du travail) :

Lors de toute nouvelle opération pour laquelle un Coordonnateur SPS est requis, un exemplaire du D.I.U.O. est remis au Coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage.

Le Coordonnateur SPS apporte au D.I.U.O. les modifications et compléments éventuels découlant des nouveaux travaux.

Les dispositions en matière de transmission prévues aux articles R. 4532-96 à R. 4532-98 du code du travail s'appliquent au dossier mis à jour.

## Liste des intervenants

### MAITRE D'OUVRAGE, MAITRE D'ŒUVRE, COORDONNATEUR SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
<b>Maître d'ouvrage</b>		
UNIVERSITE DE TOULON - DPVRH Cs60584 Avenue de L Université 83130 LA GARDE	M JIMMY RIGAUX	+33 4 94 14 20 00  combot@univ-tln.fr
<b>Maître d'oeuvre</b>		
Loïc GESTIN ARCHITECTES 1 rue Hoche 83000 TOULON	Mr GESTIN Loïc	09.53.54.39.55 09 53 54 39 55 gestinarchitect@hotmail.com
<b>Bureau de contrôle</b>		
DEKRA 417 route de la Farlède 83130 LA GARDE	M. WOLF	  brahim.boudjedia@dekra.com
<b>Coordonnateur SPS</b>		
DEKRA Industrial ACT CSPS COTE D'AZUR Bâtiment Les Pléiades 417, Route de La Farlède 83130 LA GARDE	Titulaire : C : SEBASTIEN TOURNASSAT R : SEBASTIEN TOURNASSAT Suppléant : C : R :	04.91.87.63.16  sebastien.tournassat@dekra.com



**ENTREPRISES AYANT PARTICIPE A LA CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE**

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>Lot Clauses counmunes</b>	T			
<b>Lot 1 Démolitions / Terrassement / Gros oeuvre / Etanchéité</b>	T			
<b>Lot 2 Structure bois</b>	T			
<b>Lot 3 Menuiseries extérieures</b>	T			
<b>Lot 4 Plâtrerie / Isolation / Menuiseries intérieures</b>	T			
<b>Lot 5 Agencement</b>	T			
<b>Lot 6 Chauffage / Ventilation / Plomberie</b>	T			
<b>Lot 7 Electricité CFO / CFA</b>	T			



## Phase conception de l'ouvrage

### ANALYSE DES RISQUES CONCERNANT LES INTERVENTIONS ULTERIEURES

(Texte repris de l'AdR : **LES INTERVENTIONS ULTERIEURES : Quels sont les risques à traiter concernant les interventions ultérieures ?**)

Ouvrage concerné / Interventions prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception

## Phase réalisation de l'ouvrage

### RECAPITULATIF DES BORDEREAUX D'ENREGISTREMENT DES PLANS ET NOTES TECHNIQUES

Lots	Entreprises	DOE remis par l'entreprise au 04/06/2024 Oui/Non	Bordereau remis par l'entreprise ci-joint Oui/Non
Lot Clauses communes		N	N
Lot 1 Démolitions / Terrassement / Gros oeuvre / Etanchéité		N	N



<i>Lots</i>	<i>Entreprises</i>	<i>DOE remis par l'entreprise au 04/06/2024 Oui/Non</i>	<i>Bordereau remis par l'entreprise ci-joint Oui/Non</i>
<b>Lot 2 Structure bois</b>		N	N
<b>Lot 3 Menuiseries extérieures</b>		N	N
<b>Lot 4 Plâtrerie / Isolation / Menuiseries intérieures</b>		N	N
<b>Lot 5 Agencement</b>		N	N
<b>Lot 6 Chauffage / Ventilation / Plomberie</b>		N	N
<b>Lot 7 Electricité CFO / CFA</b>		N	N

### **ENTREPRISES AYANT REMIS LES BORDEREaux DES PLANS ET NOTES TECHNIQUES**

Les bordereaux des plans et notes techniques sont joints au DIUO.

### **ENTREPRISES N'AYANT PAS REMIS LES BORDEREaux DES PLANS ET NOTES TECHNIQUES**

Les courriers de demande aux entreprises, des bordereaux des plans et notes techniques, sont joints au DIUO.



## **FICHES D'INTERVENTIONS**

Désignation de la FICHE
Couverture
Façades
Nettoyage des surfaces vitrées
Faux-plafond et son plénum
Réseau de ventilation et de climatisation
Réseau électrique, armoire électrique, local TGBT, alarme incendie
Luminaires
Chassis de désenfumage



## D.I.U.O. Fiche par lieu d'Intervention

### Couverture

#### Description et localisation

#### Accès

#### Intervention ultérieure

#### Durée

#### Périodicité

Vérification, entretien et nettoyage de la couverture en ..... et de ses ouvrages annexes (gouttières, solins, noue, ...)

Courte

1 fois par an et chaque fois que nécessaire

Entretien et nettoyage des cheminées

Courte

1 fois par an

Entretien des antennes de réception TV

Courte

1 fois par an

Vérification des lignes de vie conformément aux normes NF EN 795 (dispositif d'ancrage – exigences et essais) et EN 365 (Exigences générales pour le mode d'emploi, l'entretien, l'examen périodique, la réparation, le marquage et l'emballage)

Courte

1 fois par an

Vérification des points d'ancrage cf aux normes NF EN 795 (dispositif d'ancrage – exigences et essais) et EN 365 (Exigences générales pour le mode d'emploi, l'entretien, l'examen périodique, la réparation, le marquage et l'emballage)

Courte

1 fois par an

Réfection de la charpente et/ou de la couverture

Importante

Tous les 50 ans, suivant les garanties des matériaux et produits de traitements

#### Risques prévisibles

#### Dispositions techniques et moyens de prévention

Chute de hauteur

**Protection collective** : mise en place périphérique de consoles avec garde-corps rigides ou échafaudage de pied périphérique.

**Protection individuelle** : interventions en tout point de la toiture à l'aide d'équipements de protection individuelle contre les chutes de hauteur, à partir des points d'ancrages permanents mis en place sous les tuiles de part et d'autre du faîtage ; pas de signalisation de sécurité concernant les interventions sous EPI contre les chutes de hauteur mise en place au niveau de l'accès en toiture.

Chute à travers un matériau fragile (verrière, lanterneau, ...)

Le chassis d'accès en toiture sera maintenu fermé lors des interventions en toiture afin d'éviter le risque de chute ; ce chassis résiste à 1200 joules.

Travailleur isolé

L'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais, conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail.

#### Moyens de manutention

Tous les appareils et accessoires de levage sont soumis aux prescriptions des articles R. 4323-22 à 28 du code du travail, relatif aux vérifications à effectuer à la mise en service, à la remise en service et périodiquement. L'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, précise le contenu des vérifications et les conditions dans lesquelles elles doivent être effectuées.

#### Contraintes liées à l'environnement et à l'intervention

Préalablement à l'intervention un plan de prévention sera établi conformément à l'article R. 4511-1 du code du travail, issu du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

La zone d'intervention sera balisée et interdite à toute personne étrangère à l'intervention, par la mise en place d'une signalisation de sécurité.

Une déviation piétons (passage provisoire, signalisation, ...) et une protection contre les chutes d'objets (bâches, filets, auvents, ...) sera mise en place.

Accueil du personnel intervenant : information et formation à la sécurité en fonction de la nature de l'activité et le caractère des risques.



**Références documents et plans**

**Reportage photographique**


## D.I.U.O. Fiche par lieu d'Intervention

### Façades

<b>Description et localisation</b>		
<b>Accès</b>		
<b>Intervention ultérieure</b>	<b>Durée</b>	<b>Périodicité</b>
Entretien préventif – dépannage curatif : réfection localisée des joints des vitrages	Courte	Quinquennale et chaque fois que l'état le nécessite
Intervention lourde : réfection des joints d'étanchéité	Importante	Décennale, chaque fois que l'état le nécessite
Ravalement de la façade	Importante	Décennale, chaque fois que l'état le nécessite
Remplacement à l'identique des vitrages	Importante	20 ans
Réfection partielle ou totale à l'identique des menuiseries	Importante	De 20 à 35 ans suivant la nature des matériaux
<b>Risques prévisibles</b>	<b>Dispositions techniques et moyens de prévention</b>	
Chute de hauteur	Intervention de faible hauteur : plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m. Hauteur > à 2,50 m : utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP) en fonction de la durée de son utilisation et des hauteurs d'intervention. Le personnel en charge de la conduite d'une PEMP possèdera l'autorisation de conduite de son employeur.	
Risque électrique	Avant intervention consignation électrique des appareils situés à proximité des ouvrages, cette consignation devra être effectuée par du personnel possédant une habilitation électrique. Le niveau de l'habilitation est adaptée en fonction de la nature de l'intervention.	
Travailleur isolé	L'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais, conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail.	
<b>Moyens de manutention</b>		
Tous les appareils et accessoires de levage sont soumis aux prescriptions des articles R. 4323-22 à 28 du code du travail, relatif aux vérifications à effectuer à la mise en service, à la remise en service et périodiquement. L'arrêté du 1 <sup>er</sup> mars 2004, précise le contenu des vérifications et les conditions dans lesquelles elles doivent être effectuées.		
<b>Contraintes liées à l'environnement et à l'intervention</b>		
Préalablement à l'intervention un plan de prévention sera établi conformément à l'article R. 4511-1 du code du travail, issu du décret n° 92-158 du 20 février 1992. La zone d'intervention sera balisée et interdite à toute personne étrangère à l'intervention. Une déviation piétons (passage provisoire, signalisation, ...) et une protection contre les chutes d'objets (bâches, filets, auvents, ...) sera mise en place. Accueil du personnel intervenant : information et formation à la sécurité en fonction de la nature de l'activité et le caractère des risques.		
<b>Références documents et plans</b>		



**Reportage photographique**




## D.I.U.O. Fiche d'Intervention

# Nettoyage des surfaces vitrées

<b>Description et localisation</b>		
<b>Accès</b>		
<b>Intervention ultérieure</b>	<b>Durée</b>	<b>Périodicité</b>
Nettoyage des faces intérieures et extérieures des vitrages des façades.	Courte	1 fois par an, fréquence plus importante pour les parties soumises aux salissures
Nettoyage des faces intérieures et extérieures des vitrages en toiture au niveau de la verrière.	Courte	1 fois par an, fréquence plus importante pour les parties soumises aux salissures
<b>Risques prévisibles</b>	<b>Dispositions techniques et moyens de prévention</b>	
Chute de hauteur	<b>Rez-de-chaussée</b> : hauteur maxi d'intervention pour les châssis ..... , nettoyage à l'aide d'outils munis de raclettes avec manches télescopiques réglables. <b>Etage</b> : nettoyage de la face intérieure et de la face extérieure des châssis ..... depuis le plan de travail constitué par le plancher du niveau concerné.	
Electrique	Avant intervention consignation électrique des appareils situés à proximité des surfaces à nettoyer par du personnel possédant l'habilitation électrique. Le niveau de l'habilitation est adaptée en fonction de la nature de l'intervention.	
Etat des châssis vitrés	Préalablement à l'intervention des travaux de nettoyage de vitres, visite préalable afin de déceler les risques liés aux ouvertures intempestives, aux fixations des châssis vitrés ou aux bris de vitres.	
Chimique dus aux produits de nettoyage	Les produits de nettoyage seront utilisés dans des conditions telles qu'il ne se produise aucun dégagement de vapeurs nocives. Les substances nocives pouvant être rencontrées dans les produits de nettoyage des vitres sont les éthers de glycol, isopropanol, tensioactif, parfois ammoniacque en faible quantité. La nature exacte des produits ou ingrédients employés (qualité, étiquetage, fiches toxicologiques et d'allergologie) seront communiqués aux personnes concernées. Les ouvrants des menuiseries seront maintenus ouverts pendant le nettoyage des vitres et le local sera ensuite maintenu aéré.	
Travailleur isolé	L'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais, conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail.	
<b>Moyens de manutention</b>		
Tous les appareils et accessoires de levage sont soumis aux prescriptions des articles R. 4323-22 à 28 du code du travail, relatif aux vérifications à effectuer à la mise en service, à la remise en service et périodiquement. L'arrêté du 1 <sup>er</sup> mars 2004, précise le contenu des vérifications et les conditions dans lesquelles elles doivent être effectuées.		
<b>Contraintes liées à l'environnement et à l'intervention</b>		
Préalablement à l'intervention un plan de prévention sera établi conformément à l'article R. 4511-1 du code du travail, issu du décret n° 92-158 du 20 février 1992. La zone d'intervention sera balisée et interdite à toute personne étrangère à l'intervention. Une déviation piétons (passage provisoire, signalisation, ...) et une protection contre les chutes d'objets (bâches, filets, auvents, ...) sera mise en place. Accueil du personnel intervenant : information et formation à la sécurité en fonction de la nature de l'activité et le caractère des risques.		



**Références documents et plans**

**Reportage photographique**




## D.I.U.O. Fiche par lieu d'Intervention

# Faux-plafond et son plénum

### Description et localisation

Faux-plafond décoratif suspendu .....  
Plafond en plaque de plâtre non démontable dans locaux .....

### Accès

Accès au plénum : dépose des modules et des plaques de faux-plafonds.  
Présence de trappe d'accès au niveau des vannes de commande.  
Plénum des caissons en plaque de plâtre non démontable, accessible en démontant les dalles de faux-plafond situé à proximité immédiate.  
Les dalles de faux-plafond à démonter pour accéder aux organes de coupure sont repérées par une pastille de couleur.

### Intervention ultérieure

#### Durée

#### Périodicité

Examen visuel de l'état et de l'aspect des modules de faux-plafond, contrôle de l'ossature, nettoyage des luminaires.

Courte

Annuelle

Changement de dalles de faux-plafond détériorées.

Courte

Chaque fois que nécessaire suivant dégradation

Remplacement des lampes.

Durée de vie moyenne d'une lampe à tension nominale pour 3 heures moyennes par allumage :

- fluo compacte : de 8000 à 15000 heures suivant le modèle
- à iodure métallique : de 6000 à 20000 heures suivant le modèle
- halogène : de 2000 à 5 000 heures suivant le modèle
- à vapeur de sodium haute et basse pression : 28000 ou 16000 heures
- LED (diode électroluminescente) : 50 000 à 100 000 heures

Courte à importante

Dès défaillance ou suivant un programme préventif

Remplacement des modules de faux-plafond et des luminaires

Importante

15 à 20 ans suivant les recommandations du constructeur

### Risques prévisibles

### Dispositions techniques et moyens de prévention

Chute de hauteur

Pour les travaux en hauteur : Intervention de faible hauteur, plates-formes individuelles roulantes (PIR) utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m  
Hauteur > à 2,50 m : utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP en fonction des hauteurs d'intervention)  
Le personnel en charge de la conduite d'une PEMP possèdera l'autorisation de conduite de son employeur

Electrique

Avant intervention consignation électrique des parties sous tension par du personnel ayant l'habilitation électrique en application des prescriptions de l'UTE C 18-510.  
Le niveau de l'habilitation est adaptée en fonction de la nature de l'intervention.

Chute d'objet

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention

Liés aux déplacements corporels

Interdire l'accès à la zone d'intervention, laisser les circulations propres et dégagées de tout matériaux et matériel

Travailleur isolé

L'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais, conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail

### Moyens de manutention

Tous les appareils et accessoires de levage sont soumis aux prescriptions des articles R. 4323-22 à 28 du code du travail, relatif aux vérifications à effectuer à la mise en service, à la remise en service et périodiquement. L'arrêté du 1er mars



2004, précise le contenu des vérifications et les conditions dans lesquelles elles doivent être effectuées

**Contraintes liées à l'environnement et à l'intervention**

Préalablement à l'intervention un plan de prévention sera établi entre l'entreprise extérieure intervenante et le chef d'établissement de l'entreprise utilisatrice conformément à l'article R. 4511-1 du code du travail, issu du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

**Références documents et plans**

Plans architecte. DOE du lot faux plafonds. DOE du lot électricité, du lot plomberie et des réseaux cheminant dans le plénum du faux-plafond.

**Reportage photographique**




## D.I.U.O. Fiche d'Intervention

# Réseau de ventilation et de climatisation

### Description et localisation

Gaines, bouches du réseau ventilation et climatisation situées .....

### Accès

Accès de plain-pied aux réseau de gaines, bouches de ventilation et de climatisation situées ....., à l'aide d'une plate-forme individuelle roulante (PIR) ou d'un échafaudage.

### Intervention ultérieure

#### Durée

#### Périodicité

Visite de contrôle :

Contrôle de l'entretien des équipements sanitaires

Vérification de l'absence de fuite entre les équipements, les parois verticales et les canalisations

Courte

Semestrielle

Entretien préventif : Nettoyage, vérification des joints d'étanchéité et des dispositifs de fixation

Courte

Suivant usage

Réparation du réseau de gaines

Courte ou importante

A la demande suivant les cas

### Risques prévisibles

### Dispositions techniques et moyens de prévention

Chute de hauteur

Pour les travaux en hauteur : Intervention de faible hauteur, plates-formes individuelles roulantes (PIR) utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.  
Hauteur > à 2,50 m : utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP en fonction des hauteurs d'intervention)  
Le personnel en charge de la conduite d'une PEMP possèdera l'autorisation de conduite de son employeur.

Chute d'objet

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention.

Inondation, brûlure

Avant intervention : fermeture des vannes au niveau de l'alimentation générale, purge des canalisations, notamment le réseau d'eau chaude pour éviter tout risque de brûlure.

Liés aux déplacements corporels

Interdire l'accès à la zone d'intervention, laisser les circulations propres et dégagées de tout matériaux et matériel.

Travailleur isolé

L'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus bref délai, conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail.

### Moyens de manutention

Tous les appareils et accessoires de levage sont soumis aux prescriptions des articles R. 4323-22 à 28 du code du travail, relatif aux vérifications à effectuer à la mise en service, à la remise en service et périodiquement. L'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, précise le contenu des vérifications et les conditions dans lesquelles elles doivent être effectuées.

### Contraintes liées à l'environnement et à l'intervention

Préalablement à l'intervention un plan de prévention sera établi entre l'entreprise extérieure intervenante et le chef d'établissement de l'entreprise utilisatrice conformément à l'article R. 4511-1 du code du travail, issu du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

### Références documents et plans

Plans architecte, DOE du lot plomberie et électricité avec plan de recollement des fluides.



**Reportage photographique**


## D.I.U.O. Fiche d'Intervention

# Réseau électrique, armoires électrique, local TGBT, alarme incendie

### Description et localisation

L'armoire électrique se trouve dans le local .....  
Les déclencheurs manuels d'alarme incendie sont situés .....

### Accès

Accès de plain-pied aux armoires électriques et alarme incendie.  
Accès au réseau électrique en plafond à l'aide d'une plate-forme individuelle roulante (PIR) ou d'un échafaudage, se reporter à la fiche d'intervention : Faux-plafond et son plénum.

### Intervention ultérieure

#### Durée

#### Périodicité

Visite de contrôle de l'installation électrique

Courte

Annuelle

Entretien préventif : Nettoyage et serrage des connexions

Courte à  
importante

Dès défaillance ou suivant un  
programme préventif

Remplacement du matériel obsolète et hors normes

Importante

15 à 20 ans suivant les  
recommandations du  
constructeur

### Risques prévisibles

### Dispositions techniques et moyens de prévention

Chute de hauteur

Pour les travaux en hauteur : Intervention de faible hauteur, plates-formes individuelles roulantes (PIR) utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.  
Hauteur > à 2,50 m : utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP en fonction des hauteurs d'intervention).  
Le personnel en charge de la conduite d'une PEMP possèdera l'autorisation de conduite de son employeur.

Electrique

Avant intervention sur des parties sous tension et des ouvrages à proximité, consignation électrique des appareils concernés par du personnel ayant l'habilitation électrique en application des prescriptions de l'UTE C 18-510.  
Le niveau de l'habilitation est adaptée en fonction de la nature de l'intervention.

Chute d'objet

Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention.

Liés aux déplacements corporels

Interdire l'accès à la zone d'intervention, laisser les circulations propres et dégagées de tout matériaux et matériel.

Travailleur isolé

L'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus bref délai, conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail.

### Moyens de manutention

Tous les appareils et accessoires de levage sont soumis aux prescriptions des articles R. 4323-22 à 28 du code du travail, relatif aux vérifications à effectuer à la mise en service, à la remise en service et périodiquement. L'arrêté du 1er mars 2004, précise le contenu des vérifications et les conditions dans lesquelles elles doivent être effectuées.

### Contraintes liées à l'environnement et à l'intervention

Préalablement à l'intervention un plan de prévention sera établi entre l'entreprise extérieure intervenante et le chef d'établissement de l'entreprise utilisatrice conformément à l'article R. 4511-1 du code du travail, issu du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

### Références documents et plans

Voir plans architecte. DOE du lot électricité. Voir plans de câblage des armoires électriques.



Reportage photographique




## D.I.U.O. Fiche d'Intervention

### Luminaire

<b>Description et localisation</b>		
<b>Accès</b>		
<b>Intervention ultérieure</b>	<b>Durée</b>	<b>Périodicité</b>
Visite de contrôle.	Courte	Annuelle
Nettoyage des luminaires.	Courte	Annuelle
Remplacement des lampes. Durée de vie moyenne d'une lampe à tension nominale pour 3 heures moyennes par allumage : <ul style="list-style-type: none"><li>- fluo compacte : de 8000 à 15000 heures suivant le modèle</li><li>- à iodure métallique : de 6000 à 20000 heures suivant le modèle</li><li>- halogène : de 2000 à 5 000 heures suivant le modèle</li><li>- à vapeur de sodium haute et basse pression : 28000 ou 16000 heures</li><li>- LED (diode électroluminescente) : 50 000 à 100 000 heures</li></ul>	Courte à importante	Dès défaillance ou suivant un programme préventif
Remplacement des luminaires	Importante	15 à 20 ans suivant les recommandations du constructeur
<b>Risques prévisibles</b>	<b>Dispositions techniques et moyens de prévention</b>	
Chute de hauteur	En l'absence de connaissance de portance du sol, remplacement des lampes et intervention sur les luminaires à partir d'un échafaudage roulant conforme à la norme NF EN 1004 de mai 2005. Utilisation d'une plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP) adaptée à la configuration des locaux et aux hauteurs d'accès pour l'entretien des luminaires et le changement des lampes. Le personnel en charge de la conduite de la PEMP possèdera l'autorisation de conduite de son employeur.	
Electrique	Avant intervention sur des parties sous tension et des ouvrages à proximité, consignation électrique des appareils concernés par du personnel ayant l'habilitation électrique en application des prescriptions de l'UTE C 18-510. Le niveau de l'habilitation est adaptée en fonction de la nature de l'intervention.	
Travailleur isolé	L'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais, conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail.	
<b>Moyens de manutention</b>		
Tous les appareils et accessoires de levage sont soumis aux prescriptions des articles R. 4323-22 à 28 du code du travail, relatif aux vérifications à effectuer à la mise en service, à la remise en service et périodiquement. L'arrêté du 1 <sup>er</sup> mars 2004, précise le contenu des vérifications et les conditions dans lesquelles elles doivent être effectuées.		
<b>Contraintes liées à l'environnement et à l'intervention</b>		
Préalablement à l'intervention un plan de prévention sera établi entre l'entreprise extérieure intervenante et le chef d'établissement de l'entreprise utilisatrice conformément à l'article R. 4511-1 du code du travail, issu du décret n° 92-158 du 20 février 1992.		
<b>Références documents et plans</b>		



--

**Reportage photographique**




## D.I.U.O. Fiche d'Intervention

# Chassis de désenfumage

### Description et localisation

Chassis de désenfumage situé en partie haute de ...  
Un boîtier de commande d'ouverture et de réarmement, de type «tirer-lâcher», permet l'ouverture depuis .....

### Accès

Accès au chassis de désenfumage depuis .....  
Le chassis de désenfumage ne doit pas servir d'accès à la toiture, c'est un équipement de sécurité exclusivement réservé à l'évacuation des fumées en cas d'incendie.

Intervention ultérieure	Durée	Périodicité
Visite de contrôle : Vérification de l'état du chassis de désenfumage Essai d'ouverture et contrôle du système d'ouverture et de fermeture à distance (tirer-lâcher)	Courte	Semestrielle
Entretien préventif : Nettoyage, graissage des organes de manœuvre, remise en jeu si l'ouverture est difficile	Courte	Semestrielle
Intervention légère : Dépannage curatif Remplacement du joint entre la costière et le chassis Réparation de la commande d'ouverture et de fermeture à distance	Courte	Chaque fois que nécessaire

Risques prévisibles	Dispositions techniques et moyens de prévention
Chute de hauteur	Pour les travaux en hauteur : Intervention de faible hauteur, plates-formes individuelles roulantes (PIR) utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m. Hauteur > à 2,50 m : utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une plate-forme élévatrice mobile de personnel (PEMP en fonction des hauteurs d'intervention). Le personnel en charge de la conduite d'une PEMP possèdera l'autorisation de conduite de son employeur.
Chute d'objet	Superposition des tâches interdite, baliser la zone de travail située à l'aplomb de la zone d'intervention.
Liés aux déplacements corporels	Interdire l'accès à la zone d'intervention, laisser les circulations propres et dégagées de tout matériaux et matériel
Travailleur isolé	L'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus bref délai, conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail.

### Moyens de manutention

Tous les appareils et accessoires de levage sont soumis aux prescriptions des articles R. 4323-22 à 28 du code du travail, relatif aux vérifications à effectuer à la mise en service, à la remise en service et périodiquement. L'arrêté du 1er mars 2004, précise le contenu des vérifications et les conditions dans lesquelles elles doivent être effectuées

### Contraintes liées à l'environnement et à l'intervention

Préalablement à l'intervention un plan de prévention sera établi entre l'entreprise extérieure intervenante et le chef d'établissement de l'entreprise utilisatrice conformément à l'article R. 4511-1 du code du travail, issu du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

### Références documents et plans

Voir plans des installations incendie. Plans architectes.



**Reportage photographique**






## Dossiers techniques

### **DOSSIER TECHNIQUE « AMIANTE »**

Le dossier technique « amiante » s'applique aux immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

Conformément à l'article R. 4532-95 du code du travail, « les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont également joint au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ».

(Phrases à supprimer selon choix)

Le dossier technique « amiante » en date du ..., transmis par le maître d'ouvrage est joint ci-après.  
Il n'a pas fait l'objet de modifications suite aux travaux réalisés.

Le dossier technique « amiante » en date du ... transmis par le maître d'ouvrage est joint ci-après.  
Il comporte l'actualisation du dossier suite à la réalisation des travaux.

Le dossier technique « amiante » mis à jour n'a pas été transmis par le maître de l'ouvrage : ci-joint courrier de demande du dossier.  
Le dossier technique « amiante », mis à jour, sera joint au DIUO par le maître de l'ouvrage .

Le dossier technique « amiante » est consultable à l'adresse suivante :

.....

Auprès du service central des données :

## Dossier de maintenance des lieux de travail

Suivant l'article R. 4211-3 du code du travail, le maître d'ouvrage élabore et transmet aux utilisateurs le dossier de maintenance des lieux de travail, au moment de la prise de possession des locaux et au plus tard dans le mois qui suit les éléments qui concernent :

- *le niveau d'éclairage* (art. R. 4213-4 du code du travail) : niveau minimum d'éclairage, pendant les périodes de travail, des locaux, dégagements et emplacements, ainsi que les éléments d'information nécessaires à la détermination des règles d'entretien du matériel d'éclairage ;
- *la ventilation et assainissement des locaux* (art. R. 4212-7 du code du travail) : notice d'instruction concernant les dispositions prises pour la ventilation et l'assainissement des locaux et les informations permettant au chef d'établissement d'entretenir les installations, d'en contrôler l'efficacité et d'établir la consigne d'utilisation ;
- *la description des installations électriques* (art. R. 4215-3 du code du travail) : dossier technique de la description et les caractéristiques des installations électriques réalisées ;
- *les installations de désenfumage* (article 15 de l'arrêté du 5 août 1992) : notice comportant les caractéristiques des installations de désenfumage et les informations permettant leur contrôle périodique et leur maintenance ;
- *les portes et portails automatiques et semi-automatiques* (art. 8 et 9 de l'arrêté du 21 décembre 1993) : dossier de maintenance des portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail ;
- *les personnes handicapées* (art. 8 de l'arrêté du 27 juin 1994) : fiche précisant les dispositions prises pour l'accessibilité des personnes handicapées et notamment les niveaux, les services et les équipements accessibles.

**Le dossier de maintenance sera joint au présent DIUO par l'exploitant en fonction des différents éléments concernés par l'ouvrage.**

# PV de transmission et de suivi de l'ouvrage

## ETAT DES TRANSMISSIONS OU AFFECTATIONS SUCCESSIVES DE L'OUVRAGE

*Cet état doit être accompagné des procès verbaux établis lors des transmissions successives.*

L'établissement d'un procès verbal de transmission est à prévoir :

- par le coordonnateur SPS "Conception", lors de la remise du D.I.U.O. au coordonnateur SPS "Réalisation" lorsque celui-ci est différent ;
- par le coordonnateur SPS "Réalisation" en fonction, à l'issue de la réception des travaux, lors de la remise du D.I.U.O. au maître d'ouvrage ;
- par le maître d'ouvrage, lors de toute nouvelle opération pour laquelle un coordonnateur SPS est requis.

<i>Objet de la procédure (achèvement ouvrage, opérations nouvelles, vente)</i>	<i>Fonction ou raison sociale</i>		<b><i>Date de remise et signature du receveur</i></b>
	<i>du donneur</i>	<i>du receveur</i>	



## **P.V. DE TRANSMISSION DU DIUO EN FIN DE PHASE CONCEPTION**

### **PROCES-VERBAL DE TRANSMISSION EN FIN DE PHASE CONCEPTION**

*(en application de l'article R. 4532-96 du code du travail, issu du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994)*

Je soussigné, \_\_\_\_\_ coordonnateur SPS chargé de la phase conception  
transmet ce jour, le dossier d'intervention sur l'ouvrage(D.I.U.O.) de l'opération ci-dessus référencée

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Signature et cachet

### **Accusé de réception**

Je soussigné,

Qualité : coordonnateur SPS chargé de la phase réalisation,

certifie avoir reçu ce jour, le D.I.U.O. phase conception de l'opération ci-dessus référencée.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Signature et cachet

*Le présent procès-verbal de transmission du D.I.U.O. a été établi en 2 exemplaires :  
- 1 exemplaire signé est conservé par le coordonnateur SPS chargé de la phase réalisation  
- 1 exemplaire est conservé dans le D.I.U.O.*



## **P.V. DE TRANSMISSION DU DIUO A L'ACHEVEMENT DE L'OUVRAGE**

### **PROCES-VERBAL DE TRANSMISSION A L'ACHEVEMENT DE L'OUVRAGE**

*(En application de l'article R. 4532-96 du code du travail, issu du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994)*

Je soussigné, SEBASTIEN TOURNASSAT coordonnateur SPS,  
transmet ce jour, le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.)  
de l'opération ci-dessus référencée.

Fait à TOULON le 04/06/2024

*Signature et cachet*

### **ACCUSE DE RECEPTION**

Je soussigné,

Qualité : Maître d'ouvrage – Assistant maître d'ouvrage – Conducteur d'opération - Autre

certifie avoir reçu ce jour le D.I.U.O. de l'opération ci-dessus référencée.

Fait à le

*Signature et cachet*

*Le présent procès-verbal de transmission du D.I.U.O. a été établi en 2 exemplaires :*

- 1 exemplaire est remis au coordonnateur SPS,*
- 1 exemplaire est conservé dans le D.I.U.O. par le maître de l'ouvrage.*

